



**Grande réunion de syndiqués de la FSU, organisée par
UNITE & ACTION
vendredi 19 septembre à 19 heures 30,
amphithéâtre de la présidence, université de Pau.**

*
* *

Pouvoir d'achat, enjeu majeur

Avec celle des suppressions de postes et donc celle de la dégradation programmée des services publics, la question des salaires et du pouvoir d'achat est une réalité douloureuse de cette année et de cette rentrée.

C'est un enjeu majeur.

Le gouvernement et la presse docile essaient de nous faire croire, de « glissement-vieillesse-technicité » en (maigrissime) progression de la valeur du point d'indice, que nous gagnons plus d'argent. Le gouvernement annonce que, en tenant compte de la « Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat », ainsi que de la revalorisation des heures supplémentaires, l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique représentera cette année pour l'Etat un effort de plus de 2,5 milliards d'euros, dont 1,6 pour le seul GVT.

De fait, sauf rares exceptions et progression individuelle fulgurante, la plupart des fonctionnaires ont perdu beaucoup de pouvoir d'achat depuis une dizaine d'années, et particulièrement cette dernière année avec l'augmentation impressionnante des prix. Carburants, légumes, fruits, énergie, transports, etc.

De plus, la précarité de l'emploi s'étend. On va atteindre et dépasser les 20% d'emplois précaires et les dizaines de milliers de suppressions de postes vont aboutir à l'accroissement jusqu'à 25% des salariés précaires dans les fonctions publiques. Il ne fait pas oublier qu'une partie importante de ces personnels précaires, très majoritairement des femmes, ne se voient proposer que des temps partiels qui leur permettent à peine de survivre.

Le phénomène du salarié, même titulaire, pauvre, s'étend. On rencontre (difficilement : ces collègues, honteux, se cachent) de plus en plus de salariés du secteur public obligés de vivre chez leurs parents, chez des amis ou dans leur voiture.

Cette proportion de salariés précaires dépasse celle qui est constatée dans le privé. Elle n'atteint pas encore ce qui se constate dans des pays européens de plus en plus nombreux, ou au Japon. C'est donc une tendance « mondialisante ». Ce qui implique la nécessité de conjuguer la lutte syndicale nationale avec la lutte syndicale internationale.

Croissance des profits, récession économique, choix de société

Cette politique de restriction budgétaire et de casse des services publics se développe sur un fond économique très inquiétant.

Au cours du 1^{er} trimestre 2008, le PIB a baissé de 0,3 %, les exportations de 2 %, les importations de 0,3 %, les investissements de 1,5 %.

Résultat du 1^{er} semestre 2008 des sociétés du CAC 40 : + 18 % de bénéficiaires...

Le déficit du commerce extérieur est de 24,45 milliards d'euros pour le 1^{er} semestre 2008 après un déficit de 23,1 milliards au cours du second semestre 2007. Le gouvernement dit ne pas envisager de plan d'investissement : il a dépensé tous les sous dans le paquet fiscal qui n'a produit d'effet positif, ô combien, que pour les profits bancaires et les salaires des grands patrons.

Dans le même temps, Jean Peyrelevade, l'ancien conseiller du Pierre Mauroy de la « rigueur » explique que le gouvernement a gaspillé les occasions de réduire les déficits et qu'il convenait maintenant de « contenir la progression des salaires en dessous de celle de la productivité »...

On nous dit qu'il n'y a plus d'argent.

Ah ? Et les salaires hallucinants des grands patrons, et les profits invraisemblables des grands groupes, des banques et des spéculateurs ? Qui est capable de « perdre » 4,5 milliards d'euros en une journée sans que ça se voie tout de suite ?

Plus près de nous : le préfet des Pyrénées Atlantiques veut se débarrasser d'une famille du Kosovo en attente de son passage devant la commission d'appel de l'OFPPA et au père de laquelle un employeur a proposé du travail : il la renvoie par avion privé, accompagnée de cinq policiers ! Combien ça coûte ? On a calculé que le prix des expulsions, en France, équivaut aux salaires des dizaines de milliers de postes d'agents des services publics supprimés.

3000 soldats français prêtent main forte aux Etats-Unis en Afghanistan, alors que tout le monde, et le président de la République le premier, l'année dernière, dit que c'est une entreprise vaine. C'est un budget de 210 millions d'euros, qui doit augmenter de 47 % ! Ça fait cher le cadavre de jeune soldat français. Ça passe sous silence les dizaines de morts civils afghans victimes de « bavures ». Où est la justice dans cette guerre étasunienne ? Où est la mission de la France ? Où sont les valeurs proclamées pour faire oublier ces deuils imbéciles ?

Tout est donc affaire de choix budgétaires, de choix de société.

Pendant les vacances, après les vacances, la casse continue...

Notre organisation syndicale a une responsabilité majeure dans l'organisation de notre peuple pour résister à cette logique infernale, pour faire son travail syndical.

En effet, le pouvoir ne perd guère de temps :

21 juillet : vote de la loi constitutionnelle modifiant les institutions de la Vème République.

22 juillet : loi dite de « modernisation de l'économie ».

23 juillet, loi portant sur « la rénovation de la démocratie sociale et la réforme du temps de travail ».

23 juillet : loi relative aux « droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi ».

23 juillet : loi instituant un « droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire ».

Ce qui s'annonce : une session extraordinaire du parlement le 22 septembre. On traitera de la loi sur les revenus du travail.

Début de la négociation de la nouvelle convention d'assurance chômage 2009-2011.

Application dès l'automne de la loi sur « le dialogue social et le temps de travail », qui permet une remise en cause des 35 heures au niveau des entreprises.

Sécurité sociale :

- Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2009, sera présenté le 29 septembre, avec notamment, pour l'assurance-maladie, une taxation sur le chiffre d'affaires des « complémentaires-santé » (mutuelles, assurances privées) et des réductions des dépenses de santé remboursées.

- Le projet de loi « Patients, santé, territoires », réformant l'ensemble du système de santé, sera présenté à l'automne.

- Les négociations assurance maladie-syndicats de médecins, qui avaient échoué en juillet, notamment sur la revalorisation de la consultation de 22 à 23 euros, reprennent début septembre.

Retraites et personnes âgées :

- Passage progressif, à partir de 2009, à 41 ans de la durée de cotisation exigée pour une retraite à taux plein.

- Emploi des « seniors », principalement dans le PLFSS: cumul emploi-retraite, hausse de la "surcote" pour les salariés ayant assez cotisé mais continuant à travailler, cotisation supplémentaire en 2010 pour les branches ou entreprises n'ayant pas conclu d'accord chiffré sur l'emploi des « seniors ».

etc...

Ce que nous avons, tous, à faire

La réponse la plus large à cette politique catastrophique est indispensable. C'est ce que nous analysons tous et proclamons depuis des mois.

Il est indispensable de réaliser l'unité syndicale large, et tout d'abord à l'intérieur de la FSU.

Il est indispensable de travailler l'alliance avec les usagers des services publics de la façon la plus profonde et la plus active.

Il est indispensable de rassembler contre cette politique une très grande majorité de notre peuple.

Pour cela, il faut tracer des perspectives et donner aux salariés et aux usagers des raisons de rejoindre la lutte, des raisons de cesser de subir sans rien dire, des raisons d'exiger l'application d'une autre logique.

Mais tout d'abord, il faut convaincre nos collègues que nous changeons de braquet, qu'on cesse de reculer, qu'on avance pour exiger des choses précises, déterminées ensemble et que tous s'approprient.

C'est tout l'enjeu des choix stratégiques de nos syndicats, de notre fédération qui doit parvenir à organiser ce travail de réflexion collective, d'élaboration de revendications précises, de détermination d'objectifs rassembleurs.

Notre courant de pensée a la responsabilité principale dans cette démarche. Il ne s'agit pas de concurrencer d'autres courants de pensée, il s'agit d'élaborer des propositions qui seront présentées à

tout le syndicat et qui permettront de faire participer à l'activité syndicale le plus grand nombre de collègues, de façon fraternelle et active.

C'est plus qu'une urgence. C'est une nécessité vitale.

UNITE et ACTION FSU 64 organise une soirée de réflexion et d'action ouverte au plus grand nombre de collègues de nos organisations syndicales.

Il s'agit de faire passer dans la réalité notre mode statutaire de fonctionnement : les courants de pensée élaborent et proposent les orientations stratégiques. Dans un contexte de bouleversements profonds, d'agressivité du patronat et du pouvoir, de départ massif de vieux militants, d'arrivée de jeunes militants, de désarroi politique, il est indispensable de donner la parole à tous ceux qui la veulent et à tous ceux dont on a besoin de la parole.

VENDREDI 19 septembre à 19 heures 30, dans l'amphithéâtre de la présidence de l'université de Pau, tous les collègues syndiqués dans un syndicat de la FSU et qui veulent agir avec le courant majoritaire, sont invités à participer activement à la réunion fédérale U&A qui sera menée par les responsables départementaux du courant de pensée, en présence de Jean LAFONTAN, un des responsables nationaux d'U&A.

**Il faut faire preuve de volontarisme pour briser la routine qui avait fait s'assoupir la vie démocratique du courant de pensée : rassemblez le plus grand nombre de camarades autour de vous pour cette réunion :
Faut que ça bouge !**

U&A FSU 64, le 24 août 2008